

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 33 (1996)  
**Heft:** 1240

**Artikel:** Les 3 M : chronique d'un désenchantement  
**Autor:** Favez, Jean-Claude  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1025254>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 25.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

POINT DE VUE

# Les 3 M: chronique d'un désenchantement

*Chaque grève a ses motifs, chaque mouvement social porte témoignage des attentes et des craintes d'une époque. Cette affirmation d'expérience vaut tout particulièrement pour la France, dont la culture politique fait si peu de place à la concertation sociale, du fait de la faiblesse de son syndicalisme et du légicentrisme de son système politique.*

## IMPRESSUM

Rédacteur responsable:  
Jean-Daniel Delley (jd)  
Rédactrice:  
Valérie Bory (vb)  
Ont également collaboré à ce numéro:  
François Brutsch (fb)  
André Gavillet (ag)  
Charles-F. Pochon (cfp)  
Forum: Beat Kappeler  
Jean-Claude Favez  
Composition et maquette:  
Valérie Bory, Françoise Gavillet  
Secrétariat: Murielle Gay-Crosier Marcian,  
Administrateur-délégué:  
Luc Thévenoz  
Impression:  
Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens  
Abonnement annuel:  
85 francs  
Administration, rédaction:  
Saint-Pierre 1  
case postale 2612  
1002 Lausanne  
Téléphone:  
021/312 69 10  
Télécopie: 021/312 80 40  
CCP: 10-15527-9

L'explosion spontanée et générale de mai-juin 1936 niait les conséquences sociales et politiques de la Grande Dépression, après la victoire électorale du Front populaire. En 1953, en pleines vacances, les cheminots et postiers débrayèrent pour monter la garde, déjà, autour de la sécurité sociale. Et Mai 68 a dit, en termes du passé, l'espoir d'un avenir où tout paraissait possible.

Quel sera le sens du mouvement de novembre-décembre 1995 qui, non sans difficulté, s'est orienté finalement vers la reprise du travail?

## Urgence politique française

Il est évidemment trop tôt pour analyser les raisons d'une mobilisation explosive et tenace, qui n'aura pas suscité de grand rejet dans la population, malgré la gêne entraînée par la paralysie des transports, mais pas non plus de solidarité profonde, chômage aidant. Le conflit a confirmé des spécificités françaises bien connues, aggravées par le style du nouveau pouvoir et la personnalité du Premier ministre. Mais il a eu aussi, il me semble, ses particularités, qui le feront peut-être apparaître un jour comme un mouvement précurseur dans la société européenne et mondiale dans laquelle nous entrons, même si c'est en traînant les pieds et à reculons.

L'impatience qui marque le plan Juppé est due, bien sûr, aux dimensions de la crise de la sécurité sociale. Mais cette crise, bien réelle, n'est pas nouvelle et chacun sait qu'elle ne sera pas surmontée en quelques années. D'où vient alors l'arrogance précipitée des technocrates, si ce n'est d'une urgence proprement politique, qui porte un nom, le premier de nos 3 M, Maastricht.

## Jeu de pouvoir franco-allemand

Depuis l'entrée en vigueur du traité instituant l'Union européenne, une formidable partie s'est engagée, rendue plus dramatique encore par les changements intervenus en Europe centrale et orientale. La construction européenne n'a jamais cessé d'être un enjeu de pouvoir entre la France et l'Allemagne. C'est parce qu'il l'interprétait ainsi que de Gaulle a engagé la France dans l'aventure du Marché commun. Et c'est autour du couple franco-allemand que s'est

construit et que se bâtit l'Europe encore aujourd'hui. Mais le déséquilibre économique et monétaire entre les deux pays prend de telles proportions que la France ne peut espérer maintenir l'union avec le géant allemand que par un effort monétaire, économique et politique à la mesure de l'appel du 18 juin 1940.

C'est sur ce programme que Chirac a été élu, c'est à cause de ce programme qu'il a dû prendre le risque de jouer le second de nos 3 M, Mururoa. Le leadership atomique français, n'est-ce pas ce qui rétablit l'équilibre dans le couple franco-allemand? Un équilibre que l'effort français pour satisfaire un jour aux critères de Maastricht ne suffit pas à assurer dans la durée.

## Corporatismes contre protectionnisme

Le troisième M enfin, qui est apparu pour la première fois de façon aussi nette dans un mouvement revendicatif en Europe, c'est celui de la Mondialisation. Les grévistes en dénoncent l'ombre portée, le sacrifice de l'économie au monétaire et de l'homme au marché. En défendant leurs régimes spéciaux, ils adoptent des positions corporatistes. Mais la construction européenne elle-même n'est-elle pas, face à la mondialisation de l'économie, une zone de protection?

Le désenchantement s'étend sur l'Europe unie, car les promesses de prospérité qui ont accompagné l'adhésion de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande ne sont pas immédiatement au rendez-vous.

Pendant longtemps encore, le Nord devra probablement payer pour le Sud. Mais le plus inquiétant, n'est-ce pas que la crise économique est en train de brouiller la perception des peuples européens et de leur faire croire que le repli national est encore adapté aux défis de la mondialisation? De quel poids pèseraient les nations européennes, même l'Allemagne, si elles entendaient aller seules à la bataille dans une économie mondialisée?

Dans le mouvement de grèves qui a paralysé la France, il n'y a donc aucune promesse d'avenir et la dénonciation convergente de Maastricht et de la mondialisation n'apporte pas de réponse aux problèmes actuels.

C'est pourquoi, plus que jamais et malgré tout, l'Europe. ■

Jean-Claude Favez